



## CE QUE NOUS RETENONS DU MOUVEMENT DIT «ANTI-CPE»

Depuis plus d'une dizaine d'années, tous les mouvements sociaux que nous avons pu connaître se sont soldés par des défaites. Et particulièrement les derniers mouvements étudiants. C'est que, malheureusement, ils ne sont en général que le lieu de jeux politiques réformistes et revendicatifs, visant une amélioration ou une préservation des «acquis sociaux». La forme «mouvement social» fait partie d'une sorte de folklore à la française et alimente le mythe international du gréviste français. Elle entre parfaitement dans le cadre de la gestion démocratique du système où l'institution autorise les citoyens à scander leur colère dans les rangs des cortèges syndicaux. Cette colère ne peut s'exprimer que partiellement par le biais des revendications, bien souvent corporatistes : elle peut donc bien ressurgir régulièrement. Et de fait, la France est pratiquement chaque année le théâtre d'un nouveau mouvement social. On y retrouve toujours les mêmes pratiques et faiblesses politiques et il n'est pas surprenant que l'Etat ait ses repères et sache comment maîtriser les éventuels débordements.

La question du dépassement du cadre revendicatif s'est posée explicitement pendant le mouvement anti-CPE à travers une sorte de refus diffus de la précarité, exprimé par la majorité des personnes qui y ont participé. Cependant, ce dépassement



ne s'est pas totalement réalisé dans les faits et les syndicats ont eu l'opportunité de s'instituer en représentants du mouvement, dans les négociations avec l'Etat. Pour eux, il y avait un enjeu à redorer leur image et asseoir leur pouvoir, leur place et leurs petits privilèges au sein des entreprises, et à maîtriser les débordements qu'ils redoutaient. Les médias ont quant à eux joué les arbitres, comptabilisant les scores de manifestants avec l'habituelle distinction entre les chiffres des syndicats et ceux des flics. Dans ce pseudo-conflit, ils ont fait le jeu du pouvoir qui instrumentalise la lutte sous un aspect quantitatif légitimant le consensus bureaucratique entre syndicats et Etat. Les corps-manifestants ne sont pas perçus comme agissant, ils ne comptent plus comme une puissance politique mais seulement comme une fraction de «l'opinion publique» juste bonne à être chiffrée, dans une sorte de simulation électorale. Le mouvement s'est largement laissé prendre dans les engrenages de la machinerie démocratique avec son fonctionnement représentatif, et il a été réduit sous cet aspect à un mirage carnavalesque qui aura disparu dès lors que les syndicats ont fait mine de se retirer, et dès qu'il s'est trouvé, dans la foulée, effacé du paysage médiatique.

Pourtant, il y a toutes ces choses qui ne se sont pas arrêtées, qui continuent : les amitiés, les rencontres, les différents lieux ouverts... Le mouvement a permis de lier ce qui reste d'habitude confiné dans l'extraordinaire des luttes «sociales» avec le quotidien. Les acteur-e-s du mouvement se sont lié-es à travers un contexte, un territoire, des pratiques et des idées communes, ce qui a déterminé le développement de différentes communautés de lutte. Nos différentes pratiques sont mises en lien, s'enrichissent et prennent sens, ensemble : le blocage économique, les manifestations, les moyens de communication indépendants, l'action directe, la réappropriation d'espaces, les différents collectifs de soutien juridiques et financiers...

Cette mise en commun prend son sens lorsqu'elle rend possible le dépassement de la forme traditionnelle du mouvement

social, lorsqu'elle rend possible son débordement. Pendant le mouvement anti-CPE, ce potentiel s'est exprimé à travers des pratiques comme la casse, les affrontements avec les forces de l'ordre ou encore le blocage économique, et c'est cela même qui nous a paru déterminant.

À certains moments, la forme revendicative a été effectivement dépassée : au delà de la simple exigence du retrait du CPE, certes partagée par tous, une remise en cause plus globale de la «précarité» et de l'exploitation propre au monde du travail a vu le jour. C'est ce qu'expriment bien le slogan «Ni CPE, ni CDI», ou le mot d'ordre «Guerre au salariat», qu'on a vu fleurir ça et là au cours de la mobilisation. Il y a bien eu l'expression d'une volonté d'en finir avec certaines formes de travail précaire : en témoignent les attaques menées, en particulier dans le cadre des manifestations, contre les boîtes d'intérim, et toutes les projections ou discussions menées dans les facs occupées autour de ce sujet. Ces échanges ont pu prendre place et prendre sens dans le cadre de cette vie collective créée au sein des différentes communautés de lutte, qui nous a permis précisément de nous envisager en dehors de vies colonisées par le travail.

Le blocage économique est devenu un mot d'ordre et même s'il n'a pas été, la plupart du temps, réellement efficace, il aura permis de perturber le système économique, en bloquant les flux de marchandises humains et matériels, et ainsi de pouvoir réenvisager de nouveaux moyens d'action efficaces là où la grève est devenue pratiquement impossible. Mais ce blocage économique a été aussi, pour certain-es, l'occasion de s'attaquer directement et ouvertement au Capital, et au monde de l'économie.

Souvent condamnées, parfois sacralisées, les pratiques violentes se sont néanmoins répandues assez largement pendant le mouvement anti CPE. Cette diffusion est due au climat de tension bien palpable depuis novembre 2005, à la colère, au sentiment d'injustice et à la volonté de riposter provoqués par la répression, mais elle provient aussi du constat que des modes d'action plus offensifs contribuaient enfin à créer un rapport de force effectif face aux institutions qui portent le système.

La violence politique peut s'exprimer spontanément mais n'est pas pour autant aveugle. Elle accompagne le rejet des cadres imposés aux manifestants (parcours bien balisés, dispersion sous surveillance policière...); elle active une rupture avec le paysage urbain qui nous tient, mais qui ne nous appartient pas; elle exprime la colère et le désir qui ne se contentent pas des revendications et qui ne peuvent pas être maîtrisés par le jeu institutionnel.

Il y a donc eu, au cours de ces mois, une radicalisation du mouvement, et d'une certaine façon de plus en plus de réflexions et de pratiques révolutionnaires sont apparues et ont été portées au sein du mouvement. Mais tout ça, pas plus que notre présence maintenue sur les campus ou dans les AG militantes, ne suffira vraiment à mettre en place les conditions d'une offensive décisive et généralisée, à l'encontre du système capitaliste. Ce qu'il nous faut: *densifier les désirs révolutionnaires théoriquement et pratiquement.*

Densifier les désirs révolutionnaires théoriquement et pratiquement nécessite de dépasser ou de s'affronter à un certain nombre de logiques. Se prémunir du piège de la récupération et plus largement du démocratisme; ça veut dire ensuite conjurer l'angoisse du débordement, briser ces freins internes dont on a senti les ressorts se tendre et nous traverser pour nous ramener à la raison, nous ramener sur terre, au sol, quand le mouvement risquait de déterminer une suspension fatale. Ce qui est en cause ici c'est un certain sens du réel, un certain instinct des convenances... une incapacité surtout à percevoir ce que pourrait être une existence hors de nos rôles d'étudiant-e-s, de nos statuts de salarié-e-s, même précaires. Et en effet: «fuir pour aller où?»; il manque une direction, une perspective, et un espace, un monde accueillant, un plan de composition où agréger toutes les sécessions et les élaborer en force politique.

